

“La paysannerie russe dans la révolution et la post-révolution”

Septième partie

D'après l'édition n°24 de la revue Spartacus

Mai-juin 1968

L'OPPOSITION À LA COLLECTIVISATION...

Pourtant il ne faudrait pas oublier, en parlant de l'attitude du parti à l'égard de la collectivisation, que ce parti n'était pas unanime à ce sujet. On peut dire, au contraire, qu'aucun autre problème n'avait provoqué autant de divergences que la question agraire.

Ainsi, dans les résolutions du Comité Central et de la 14ème Conférence d'avril 1925 on peut lire ceci: *«Les problèmes économiques essentiels à la campagne consistent, dans la période actuelle, à encourager et à remettre sur pied la masse des exploitations paysannes en développant la circulation marchande»*. La même année, le 22 mars 1925, Kalinine écrivait dans les *«Izvestia»*: *«On ne peut parler aujourd'hui du koulak comme d'une couche sociale que si l'on estime que tout chef d'exploitation agricole, tout paysan remplissant normalement sa tâche comme le voulait la règle sous le communisme de guerre, est un koulak»*.

Dans la *«Pravda»* du 30 avril 1925 fut publié le discours suivant de Rykov, alors président du Conseil des commissaires du peuple: *«Bien que tout le monde, depuis l'assemblée du village jusqu'aux comités de province du Parti et au Comité Central, discute aujourd'hui du koulak, la question pour beaucoup manque encore de clarté. Ainsi, il me semble parfaitement erroné de vouloir opposer le paysan aisé au koulak. Mener la discussion sur ce plan, c'est faire de la scolastique. Tracer une ligne de partage entre l'un et l'autre est impossible. Nous devons adopter envers le koulak la même conduite qu'à l'égard du capital privé urbain dans le domaine industriel et commercial. Le capital privé ne doit pas être combattu par des mesures administratives. L'action réciproque de l'Etat et du capital privé se situe sur le plan de l'émulation économique et de la concurrence. Ce genre de rapports doit également définir notre attitude envers la bourgeoisie des campagnes. Il faut cesser d'exercer une pression sur elle. Les mesures restrictives fermant la porte à toute coopération avec cette couche sociale doivent être abolies, mais le Parti prendra les décisions nécessaires pour que les postes de commande de cette coopération ne passent pas aux mains de la couche bourgeoise de ces campagnes. En accordant des conditions permettant la libre accumulation dans les exploitations koulaks le rythme de l'accumulation s'accroîtra dans l'ensemble de l'économie, le revenu national augmentera rapidement, les possibilités matérielles de venir en aide aux exploitations pauvres deviendront plus grandes et la main-d'œuvre des campagnes qui ne trouve pas à s'employer pourra être réduite»*.

Dans un autre discours à la 14ème Conférence, Rykov disait qu'il fallait *«supprimer les entraves administratives à l'accumulation»*.

Il est curieux de constater l'opinion, au même moment, de Molotov, qui fut plus tard un des plus durables piliers du stalinisme. En effet, à la même 14ème Conférence, Molotov, le principal adjoint de Staline au secrétariat du parti, prononça le discours suivant: *«Il est moins urgent de donner une définition du koulak que de dire exactement quels sont les paysans qui en aucun cas ne devront être classés dans cette catégorie. On évitera tout particulièrement de ranger parmi les koulaks le paysan moyen consciencieux»*. Et Molotov de préciser que *«la lutte contre l'économie «koulak» sera menée non en «dékoulakisant», non en procédant à des arrestations et en infligeant des amendes, mais par des mesures coordonnées en matière de fiscalité, par le remembrement et le mouvement coopératif, lequel est appelé à jouer un rôle considérable»*.

Dans son activité ultérieure, Molotov sembla ne pas se rappeler ce discours qui d'ailleurs contenait

d'autres phrases intéressantes et notamment celles-ci: *«Certains communistes ont une manière de voir qui s'écarte de la ligne du Parti. Ils adoptent la position des paysans pauvres et la substituent à celle du Parti. Il en résulte une définition erronée des problèmes que pose la collectivisation agraire capable, assure-t-on, dans les conditions présentes, de rétablir complètement la situation de la masse paysanne pauvre. Cette optique reflète les illusions de ces derniers...»* et Molotov continue: *«...on ne doit pas se laisser gagner par les illusions des grandes masses paysannes sur la collectivisation, ce qu'il faut c'est que l'exploitation paysanne coopère et que les communistes surtout se débarrassent des illusions qui nous écartent de la bonne voie»* (voir «Pravda» du 23 avril 1925 et du 9 mai 1925).

Nous voyons donc qu'en 1925, la fraction dirigeante du parti considérait la collectivisation comme une «*illusion*», mais dès décembre 1927, lors du XVème congrès, cette fraction dirigeante exprima l'opinion que la collectivisation des paysans individuels devait être considérée comme «*tâche fondamentale du Parti*».

Citons encore le discours de Boukharine prononcé le 17 avril 1925: *«La N.E.P. existe dans les villes, disait Boukharine, mais elle n'existe ni dans les campagnes, ni dans l'industrie artisanale», «...il faut combattre le capital privé non pas en fermant ses boutiques, mais en produisant des articles de meilleure qualité et moins chers que les siens. Dans les campagnes, les rapports qui existaient sous le communisme de guerre n'ont pas changé. Le paysan aisé et le koulak ont peur de faire de l'accumulation. Le paysan qui veut couvrir son izba d'un toit métallique, peut demain être déclaré koulak. Le paysan qui achète une machine fait en sorte que les communistes ne le sachent pas. L'amélioration technique s'accomplit dans une atmosphère de conspiration. Le koulak est en butte à la pression administrative et le paysan moyen craint d'améliorer son exploitation car il risque d'être classé parmi les koulaks et d'être l'objet de la même pression. Nous appliquons la même politique à une autre catégorie de la petite-bourgeoisie: les artisans. Nous leur prenons au moyen de l'impôt la moitié ou presque de ce qu'ils produisent. Leur travail devient impossible et c'est pourquoi, à la campagne, des gens ne travaillent nulle part. Dans ces conditions, la main-d'œuvre excédentaire, le trop-plein de la population rurale ne peut pas être résorbé. Notre politique doit être orientée de manière à lever, au moins en partie, les entraves qui freinent le développement de l'entreprise du paysan aisé et du koulak. Aux paysans, à tous les paysans, Il faut dire «Enrichissez-vous, développez votre exploitation et ne craignez pas qu'on vous prenne à la gorge».*

OPPOSITION «DE DROITE» ET «DE GAUCHE»

Ce discours de Boukharine fut une sorte de programme de l'opposition qui fut qualifiée de «*droite*». L'appel «*Enrichissez-vous*» provoqua des réactions des adversaires de cette position. Ainsi Kroupskaïa, la veuve de Lénine, envoya une protestation et Staline interdit sa publication.

En somme, l'opposition dite «*de droite*» voulait une paysannerie prospère sur laquelle devait s'appuyer l'industrie, et sans laquelle, d'après les promoteurs de cette opposition, le régime socialiste ne pourrait pas exister.

Félix Dzerjinsky, le créateur de la police secrète soviétique, qui partageait sur ce point les vues de Boukharine, disait au Comité Central en juin 1926, contre Piatakov (opposition dite «*de gauche*»): *«Le malheur est qu'il y a chez nous des gens qui redoutent le bien-être des campagnes. Mais peut-on industrialiser le pays si l'idée de ce bien-être fait peur?»*.

Après son premier appel «*Enrichissez-vous!*», Boukharine développait ses idées en écrivant: *«En libérant les possibilités du paysan aisé et du koulak, nous obtenons des plus-values permettant d'aider les petites exploitations. Il faut arriver à accroître le revenu national, alors seulement nous pourrons épauler, non plus en paroles mais en fait, les paysans moyens et les journaliers. Certains camarades, continuait Boukharine, prétendent que si le capitalisme dans les campagnes réussit à prendre de l'ampleur et si le koulak est à même de disposer d'une grosse exploitation, le propriétaire foncier réapparaîtra, ce qui nous obligera à taire une autre révolution, une révolution en quelque sorte supplémentaire, à la campagne. J'estime cette manière de voir, disait Boukharine, théoriquement erronée et pratiquement absurde. Si nous invitons toutes les campagnes à accumuler, et qu'en même temps nous disons que dans deux ans nous les exproprierons par la force, personne ne voudra accumuler quoi que ce soit.*

Alors que, dans tous les pays bourgeois, argumentait plus loin Boukharine, le paysan est intégré par ses organisations coopératives, dans la bourgeoisie industrielle et bancaire, sous la dictature des ouvriers, étant donné les rapports entre le pouvoir et les organismes agricoles et grâce à la nationalisation du sol, nous conduirons, par la coopération, le paysan au socialisme. Il ne faut pas croire que si nous les poussons aux kolkhozes, les paysans y viendront plus vite. Certes, nous devons épauler les kolkhozes, mais on ne peut affirmer que c'est la voie que prendra la masse paysanne pour aller au socialisme. Nous devons amener le paysan au socialisme en nous appuyant sur ses intérêts particuliers».

L'opposition dite de droite estimait qu'avec des coopératives de vente et de crédit le paysan finirait par être intégré dans le système soviétique étatique, tout comme dans les pays capitalistes le paysan est intégré dans un système économique capitaliste. L'opposition de droite ne craignait pas l'accumulation dans le village soviétique, au contraire, elle estimait que la plus-value que le paysan aisé mettrait dans les banques étatiques servirait en fin de compte à toute l'économie soviétique. *«La lutte de classe ne disparaîtra pas d'emblée, mais on n'aura pas besoin, comme certains le croient, d'exproprier par une autre révolution, les éléments capitalistes qui se développent à la campagne»*, écrivait Boukharine (1).

L'opposition dite «de gauche» accusait les «droitiers» de copier Stolypine, dont nous avons décrit plus haut la réforme. Ainsi Préobrajensky disait que *«le fil conducteur du développement économique des couches supérieures de nos campagnes passe par la création des fermes capitalistes. Rompu par la révolution, ce fil est historiquement renoué»* (2).

Mais Staline, tout en louvoyant entre les deux oppositions et ne voulant surtout pas être dépassé par la «gauche», a fait en sorte qu'en octobre 1927, la session commune du *Comité Central* et de la *Commission Centrale de contrôle* prit la décision de «restreindre» l'usage permettant la création des terres de culture, surtout de fermes séparées et d'y mettre un terme définitif quand ces entreprises ont pour effet d'accroître les éléments capitalistes. Et à la fin de 1927 fut lancé le mot d'ordre de la collectivisation. Néanmoins, dans un discours en juillet 1928, le «droitier» Rykov pouvait encore dire: *«la tâche principale du Parti est de développer l'entreprise paysanne individuelle en lui accordant l'aide de l'Etat pour s'organiser sur le plan de la coopération et en réduisant systématiquement les éléments exploités»*. Mais, ajoutait-il, *«il va de soi que l'offensive contre ces derniers ne devra pas être menée suivant les méthodes dites de dékoulakisation»*.

L'opposition de «droite» réussit encore à faire condamner les actes de violence pareils à ceux du communisme de guerre. Dans la résolution adoptée nous lisons que *«tout devra être mis en œuvre pour développer la production de la petite et moyenne entreprise paysanne individuelle qui, pour longtemps encore, constituera la base de la production des céréales dans le pays»* (3). C'était la dernière concession faite par Staline aux conceptions de cette opposition.

TROTSKY ET LA COLLECTIVISATION

Nous nous sommes arrêtés sur les conceptions de l'opposition dite «de droite» concernant la question agraire. Arrêtons-nous maintenant plus en détail sur l'opposition dite «de gauche» concernant ce même problème agraire. Ainsi, dans une lettre adressée de Constantinople par Trotsky à Boris Souvarine le 23 avril 1929, nous lisons ceci concernant la question paysanne: *«Pour moi, la question même commence par la négation du paysannat considéré comme un tout. Il s'agit de la lutte des classes à l'intérieur du paysannat»* et aussi *«Les paysans moyens représentent un protoplasme tout à fait spécial. La formation de ce protoplasme s'accomplit inévitablement dans deux directions: capitaliste, par l'entremise des koulaks; socialiste, par l'intermédiaire des paysans semi-prolétaires et journaliers agricoles. Qui ignore ce processus fondamental, qui généralise en parlant du paysannat, qui ne s'aperçoit pas que le «paysannat» a deux faces ennemies, est perdu sans retour»* (4).

(1) Ce document ainsi que d'autres cités plus haut concernant l'opposition dite «de droite» sont reproduits d'après la revue «Contrat social», vol.VII, n°1, janvier-février 1963. Article de N. Valentinov.

(2) Compte rendu sténographique de la 15ème Conférence, p.124.

(3) Le P.C. de l'Union Soviétique à travers les résolutions, p. 513. Cité d'après le « Contrat social », Janvier-février 1963.

(4) Voir : Contributions à l'Histoire du Comintern, Boris Souvarine, une coïtrophe avec Trotsky (1929). Genève, Librairie Droz, 1965.

D'autre part, Trotsky écrivait en 1929 dans la préface à la 2ème édition de son livre «1905», que *«le prolétariat doit entrer fatalement en conflit avec les grandes masses paysannes dont l'appui l'a porté au pouvoir»*. Il estimait que dans les conditions d'un pays arriéré où la population paysanne est en écrasante majorité, les antagonismes ne peuvent trouver leur solution qu'à l'échelle internationale et dans le champ clos de la révolution mondiale.

Cette opinion de Trotsky était d'ailleurs communément admise par tous les adeptes de la doctrine du marxisme révolutionnaire d'avant la révolution russe.

Déjà, du vivant de Lénine, en 1922, Préobrajensky, futur opposant de «gauche», écrivait que *«des rangs de la masse des paysans moyens une couche de paysans économiquement forts cherche de plus en plus à améliorer la culture agricole et à accroître le rendement par un effort intensif de l'entreprise individuelle»*. Préobrajensky ainsi que d'autres oppositionnels de «gauche» craignaient cette amélioration de l'économie paysanne.

Au XIVème congrès Staline, qui, à cette époque, défendait la N.E.P disait que *«si l'on demandait aux communistes à quoi le Parti est le plus enclin, dépouiller le koulak ou, pour éviter cela, s'allier avec le paysan moyen, je crois que sur 100 communistes 99 diraient que le Parti est plus que tout préparé au mot d'ordre "Sus au koulak!"*. Qu'on lance ce mot d'ordre, continuait Staline, *et en un clin d'oeil le koulak n'aura plus rien sur son dos»*. Et Staline d'ajouter: *«Quant à ne plus «dékoulakiser» et à mener une politique plus subtile, la chose n'est pas facile à digérer. Avec ses idées, l'opposition mène à l'exaspération de la lutte de classes au village, au retour à la politique de dékoulakisation des Comités des paysans pauvres, par conséquent à la guerre civile»*.

En 1923, Préobrajensky avait commencé à motiver sa conception dans un article du «*Messenger de l'Académie communiste*» (huitième livraison) intitulé «*De la loi de l'accumulation primitive*». En 1925, Il en publiait la suite intitulée «*De la loi de la valeur dans l'économie soviétique*». Dans cet article, Préobrajensky n'admettait pas l'existence, parallèlement à l'entreprise socialiste, d'entreprises paysannes, industrielles ou commerciales. Selon lui, l'entreprise socialiste devait «*dévor*er» l'entreprise privée. *«L'idée que l'entreprise socialiste peut se développer d'elle-même sans toucher aux ressources de l'entreprise petite-bourgeoise, y compris l'entreprise paysanne, est une utopie réactionnaire petite-bourgeoise»*, affirmait-il.

Pour Préobrajensky, la loi fondamentale de l'économie soviétique était précisément la loi de l'accumulation primitive. L'opposition «*de gauche*» préconisait, contrairement à l'opposition dite de «*droite*», de relever les prix industriels pour pomper de cette manière la paysannerie.

Cette idée fut plus brutalement exprimée par Staline dans son discours au XVème congrès: *«Nous n'avons pas de colonies, on nous refuse des emprunts, par conséquent, voici notre arme: le tribut levé sur le paysannat»*.

En avril 1935, Trotsky, de son exil à l'étranger, prenait à son compte la collectivisation disant qu'en 1928 l'opposition obligea le Parti à adopter ses conceptions, le forçant à s'engager dans la «*voie*» de l'industrialisation et de la collectivisation.

Ida METT.
